



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 079 / AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 16 SEPT 2026, EN PROCEDEURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF DES ROUTES NATIONALES 3 ET 8, BEKOKO - LIMBE - IDENAU ET MUTENGENE - BUEA, SECTION : BEKOKO (PK0) - NEW BONAKO (PK9) DANS LES REGIONS DU LITTORAL ET DU SUD-OUEST. FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP - EXERCICES 2026, 2027 ET 2028.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

Ils portent sur :

1. Objet de l'Appel d'Offres

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux d'entretien confortatif des routes nationales 3 et 8, BEKOKO - LIMBE - IDENAU et MUTENGENE - BUEA, SECTION : BEKOKO (PK0) - NEW BONAKO (PK9) dans les régions du LITTORAL et du SUD-OUEST, pour le compte des Exercices 2026, 2027 et 2028.

2. Consistance des travaux

Les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive:

Ils portent sur:

- Les installations de chantier comprenant les diverses installations, le repli du matériel, les études d'exécution et études géotechniques complémentaires.
- Les travaux préparatoires comprenant les travaux de nettoyage et débroussaillage de l'emprise, d'abattage des arbres, de dépose et mise en dépôt des poteaux, panneaux, candélabres, glissières de sécurité, de démolition des ouvrages existant.
- Les travaux de chaussées et accotements comprenant les travaux de recyclage de la chaussée à l'emulsion dans certaines zones en fonction des résultats géotechniques obtenus, la mise en place des geogrilles dans d'autres zones après avoir fait un deflanchage préalable, la mise en place de la couche de roulement en BBSG, le traitement des nids de poule sur le reste de l'itinéraire, l'apport complémentaire en GNT 0/31,5 pour accotement et le revêtement en bicouche sur les accotements.
- L'assainissement et drainage comprenant les travaux de construction des dispositifs de drainage longitudinal (fossés en terre, fossés bétonnés, caniveaux bétonnés, dalles de couverture ...), la construction des ouvrages hydrauliques en béton armé et de leurs ouvrages de tête (buses et dalots), le curage des ouvrages hydrauliques, la mise en oeuvre des perrés maçonnés.
- Les travaux de signalisation et équipements comprenant les travaux de mise en place de la signalisation horizontale et verticale, des balises de signalisation et des équipements de sécurité.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP.

3. Allotissement

Les travaux portent sur le lot défini ainsi qu'il suit :

N° du Lot	Régions	Tronçon	Longueur Estimée (km)	Délai (mois)	Budget Prévisionnel TTC	Type d'intervention
Lot 1	Littoral - Sud Ouest	Bekoko (PK0) - New Bonako (PK9)	9	12	3 620 113 907	Travaux d'entretien confortatif

4. Montant prévisionnel des travaux

Le montant Prévisionnel des travaux est de **trois milliard six cent vingt millions cent treize mille neuf cent sept (3 620 113 907) de Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à **douze (12) mois calendaires (hors période de garantie)**. Il comprend les périodes de pluies. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupements d'entreprises de travaux publics du sous-secteur d'activité « Routes », installées au Cameroun, de Catégorie A et B.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le **Budget du MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028.**

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission est : **«Exclusivement en ligne»**. Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres..

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission, timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, accompagnée du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Le montant de ladite garantie est indiqué dans le tableau ci-dessous :

N° de Lot	Montant de la caution de soumission en F CFA
Lot 1	3 000 000

Le cautionnement provisoire (Caution de soumission + Récépissé CDEC) sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du Bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics sis à Etoudi, au lieu-dit nouveau centre administratif, dès publication du présent avis et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis. Tél. : 222 23 26 06 et 222 21 79 20.

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables du Ministère des Travaux Publics, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit nouveau centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **six cent mille (600 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le ~~21 OCT 2026~~ à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB accompagnée de l'accusé de réception sur la plateforme et l'original de la caution de soumission et le récépissé CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit nouveau centre administratif, au plus tard le ~~21 OCT 2026~~ à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

079 APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU ~~21 OCT 2026~~ EN PRODEDURE
D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF
DES ROUTES NATIONALES 3 ET 8, BEKOKO - LIMBE - IDENAU ET
MUTENGENE - BUEA, SECTION : BEKOKO (PK0) - NEW BONAKO (PK9)
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP - EXERCICES 2026,
2027 et 2028 (COPIE DE SAUVEGARDE, ORIGINAL DE LA CAUTION DE
SOUSSION ». ET RECEPISSE DE DEPOT DELIVRE PAR LA CDEC) »

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- ✓ 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- ✓ 15 MO pour l'Offre Technique ;
- ✓ 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- ✓ Format PDF pour les documents textuels ;
- ✓ JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du récépissé CDEC ou de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu, le ~~21 OCT 2026~~ à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des

Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Le Maître d'Ouvrage publiera les résultats de l'analyse des Offres Administratives et Techniques avant l'ouverture des Offres financières.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1 Critères éliminatoires

A- Dossier administratif incomplet pour absence ou non-conformité de :

- L'original de la caution de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des offres ;
- Au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ou du récépissé de la CDEC, 48 heures après l'ouverture des offres.

B- Offre Technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'un des éléments d'une des condition ci-après:

- La note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- L'attestation de visite des lieux suivant le modèle joint et signé sur l'honneur par le soumissionnaire et le rapport de visite des lieux ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- Un Directeur de Projet remplissant les conditions de qualification et d'expérience suivantes :
 - **Formation de base** : Ingénieur du Génie Civil (BAC+5 ou plus) ou équivalent ;
 - **Expérience générale en BTP** : au moins quinze (15) ans ;
 - **Expérience spécifique** : avoir été Directeur de projet pour des travaux d'au moins un (01) projet de construction ou de réhabilitation de routes revêtues ou avoir été Conducteur des Travaux d'au moins deux (02) projets de construction ou de réhabilitation de routes revêtues.
- La capacité financière de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins **1 210 000 000 FCFA** ;
- **Non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :**
 - ❖ trois (03) camions bennes;
 - ❖ une (01) recycleuse. **Pour cet équipement, la possession peut également être justifiée en location ou par leasing;**
 - ❖ un (01) camion-citerne bouille à émulsion ou une (01) répandeuse à émulsion,;
 - ❖ un (01) camion-citerne;
 - ❖ un (01) Compacteur à pneu;
 - ❖ un (01) Compacteur vibrant à bille (le matériau retraité à l'émulsion étant difficile à compacter, nécessite généralement le recours à des compacteurs puissants);
 - ❖ deux (02) niveleuses.
- L'absence de la charte d'Intégrité ;
- Absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales ;
- Pré-convention de Partenariat signée avec la Commune du ressort des travaux pour le recrutement de la main-d'œuvre locale HIMO. À défaut de la convention au stade de la soumission, une déclaration sur l'honneur engageant le soumissionnaire à signer ladite convention avant le démarrage des travaux est acceptée ;
- N'avoir pas validé un total de **2 critères sur les 3 critères essentiels** dont obligatoirement le critère, Matériel.

C- Offre financière incomplète pour absence ou non -conformité de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint);

✓

- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
 - le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
 - le sous - détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
 - L'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.
- D- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;**
E- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;
F- Soumissionner avec la clé Coleps d'une autre entreprise;

15.2 Critères essentiels

- a) Le personnel d'encadrement ;
- b) Matériels;
- c) Références;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires:

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

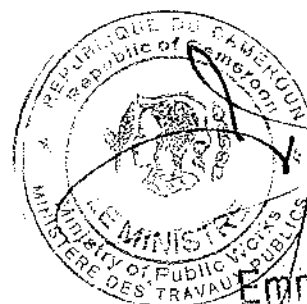
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le 16 SEPT 2026



Emmanuel NGANOU D.



OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

 No. **079** /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF _____

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF REINFORCEMENT MAINTENANCE WORKS ON NATIONAL ROADS No. 3 AND No.8, BEKOKO - LIMBE - IDENAU AND MUTENGENE - BUEA, BEKOKO (PK0) - NEW BEKOKO (PK9) IN THE LITTORAL AND SOUTH-WEST REGIONS.

FINANCING: MINTP BUDGET - FINANCIAL YEARS 2026, 2027 AND 2028.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the provision of the above services.

1. Subject of the Call for Tenders:

The Call for Tenders is for the execution of reinforcement maintenance works on National Roads No. 3 and No. 8, BEKOKO - LIMBE - IDENAU and MUTENGENE - BUEA, Bekoko (PK0) - NEW BONAKO (PK9) in the LITTORAL and SOUTH - WEST Regions, for the 2026, 2027 and 2028 financial years.

2. Scope of Works

The works to be executed under this contract involve the following tasks, inter alia:
They are:

- Site installations, including constructing site facilities, removing equipment, carrying out execution studies, and additional geotechnical studies.
- Preparatory works, including cleaning and clearing the right-of-way, tree felling, removing and disposing of posts, signboards, lampposts, guardrails, and demolishing existing structures.
- Pavement and shoulder works, including recycling the pavement using emulsion in certain areas, depending on the geotechnical results obtained; installing geogrids in other areas after preliminary scarification; laying BBSG wearing course, patching potholes throughout the route, supplying additional GNT 0/31.5 for the shoulders, and laying double surface dressing on shoulders.
- Sanitation and drainage works, including constructing longitudinal drainage systems (earth ditches, concrete ditches, concrete gutters, cover slabs, etc.), constructing reinforced concrete hydraulic structures and headworks (pipe culverts and box culverts), cleansing hydraulic structures; and constructing masonry facings.
- Road signs and safety equipment, including installing surface and upright signing, markers and safety equipment.

Greater details are provided on these works in the Special Technical clauses (CCTP).

3. Allotment

Works under this lot are defined as follows:

Lot No.	Regions	Road Section	Estimated Length (km)	Time Frame (Months)	Estimated Budget, Including Taxes	Type of intervention
Lot 1	Littoral - South West	Bekoko (PK0) - New Bonako (PK9)	9	12	3 620 113 907	Reinforcement maintenance works

4. Estimated Cost of the Works

The estimated cost of the works is **three billion, six hundred and twenty million, one hundred and thirteen thousand, nine hundred and seven (3,620,113,907) CFA francs, including taxes.**

5. Execution Time Frame

The time frame set by the Project Owner shall be **twelve (12) calendar months (excluding the warranty period)**. This time frame includes rainy periods. It takes effect from the date of notification of the service order to commence works.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Category A, B and C Cameroon-based public works contractors or consortiums in the "Roads" sub-sector of activity.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, Financial Years **2026, 2027 and 2028.**

8. Bidding Method:

Bidding shall be carried out as follows: **"Exclusively online"**. In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall be accompanied by a stamped, hand-paid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts. It shall be valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents, including a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The amount in CFAF of the bond is indicated in the table below:

Lot No.	Amount of bid bond in CFAF
Lot 1	3,000 000

The provisional guarantee (bid bond + CDEC receipt) of unsuccessful tenderers shall be automatically released no later than 30 days after expiry of tender validity. In case the tenderer is awarded the contract, it shall be released as soon as the provisional bond is provided.

10. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the Headquarters Building of the Ministry of Public Works located at Etoudi, new administrative neighbourhood, and the soft copy on COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this Call for Tenders. Tel.: 222 23 26 06 and 222 21 79 20.

11. Acquisition of Tender Documents:

The hard copy of Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building at ETOUDI, new administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **six hundred thousand (600,000) CFA francs**

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

✓

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

The soft copy of Tender Documents can also be obtained by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Bids shall be submitted by the tenderers on COLEPS platform latest on 21 OCT 2026 at **11 a.m.**

Besides, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive, accompanied by the platform acknowledgement of receipt, the original bid bond and CDEC receipt shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works at ETOUDI, new administrative centre, latest on 21 OCT 2026 at 11:00 a.m. It shall bear the following:

079
OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 16 SEPT 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF REINFORCEMENT
MAINTENANCE WORKS ON NATIONAL ROADS No. 3 AND No.8, BEKOKO -
LIMBE - IDENAU AND MUTENGENE - BUEA, BEKOKO (PKO)- NEW BONAKO
(PK9) SECTION
. FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEARS 2026, 2027
AND 2028, (BACKUP COPY, ORIGINAL OF THE BID BOND" AND RECIEPT ISSUED
BY CDEC)"

The maximum size of the above-mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- ✓ 5 MB for the Administrative Offer;
- ✓ 15 MB for the Technical Offer;
- ✓ 5 MB for the Financial Offer.

Acceptable formats shall include:

- ✓ PDF format for texts;
- ✓ JPEG for images.

Bidders shall use compression software in order to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

The COLEPS platform for submitting tenders will be closed after the tenders' submission deadline.

Any bid not complying with the requirements of Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond or CDEC receipt established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected

14. Opening of Tenders

Administrative, technical and financial bids shall be opened on 21 OCT 2026 at **noon** by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation the Ministry of Public Works, in the meeting room of the 3rd floor of the Headquarters Building of the Ministry of Public Works at ETOUDI, new administration centre.

All tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice (even in the case of a consortium) with sound knowledge of their file.

The Project Owner shall publish the results of the evaluation of Administrative and Technical Bids before opening the Financial Bids.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

A- Incomplete administrative file due to the absence or non-compliance of:

- The original of the bid bond and the CDEC receipt during the opening of bids;
- At least one of the documents in the administrative file, with the exception of the bid bond or CDEC receipt, 48 hours after opening of bid.

B- Incomplete Technical Offer due to the absence or non-compliance of any one of the elements of any of the following conditions:

- methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- attestation of site visit and site visit report compliant with the attached model and formally signed by the bidder;
- the formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that they are not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- A Project Director meeting the specific qualification and experience requirements;
 - **Basic training:** Civil engineer (GCE A-L +5 at least) or equivalent;
 - **General experience in the Building and Public Works (BPW) sector:** at least fifteen (15) years;
 - **Specific Experience:** Must have been a Project Director in at least one (1) paved road construction or rehabilitation project, or a Site Foreman in at least two (2) paved road construction, or rehabilitation projects.
- A financing capacity (available credit line) of at least **1,210,000, 000** CFAF, issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance;
- **No proof of ownership of the following minimum in-house equipment:**
 - ❖ Three (3) dump trucks;
 - ❖ One (1) recycler. **For this equipment, ownership can also be through renting or leasing;**
 - ❖ one (1) emulsion tanker or one (1) emulsion spreader;
 - ❖ one (1) tanker truck;
 - ❖ one (1) pneumatic tire compactor;
 - ❖ one (1) vibrating compactor (as emulsion-recycled material is difficult to compact, powerful compactors are generally required);
 - ❖ two (2) graders.
- absence of the Integrity Charter;
- absence of the Declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
- A preliminary partnership agreement signed with the Council concerned for the recruitment of local HIMO labour. In the absence of an agreement at the tender stage, a formal declaration committing the tenderer to sign the agreement before the start of works, is accepted;
- Failure to obtain at least a total of **2 on 3 essential criteria**, which must include the, Equipment criteria.

C- Incomplete financial file due to the absence or non-compliance of one of the following required documents:

- Stamped, signed and dated bid (see model attached);
- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of taxes in figures and in words, filled in in a legible way, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities, indicating the amounts net and including all taxes;
- Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see model attached).

- Omission of a quantified unit price in the financial offer.
- D- False declaration, forged or non-authentic documents;**
- E- Non-compliance with the file format for bids submitted online;**
- F- Bidding with another company's Coleps key;**

15.2 Essential Criteria

- a) Supervisory staff;
- b) Equipment;
- c) References;

Note: Any State employee listed among the staff who did not submit all documents justifying their availability notified by the Public Service shall not be accepted.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical and administrative requirements.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the tender submission deadline.

18. Further Information:

Further information can be obtained during working hours in the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor Block A of the Headquarters Building of Ministry of Public Works at ETOUDI, new Administrative Centre, or on line on COLEPS platform at the following addresses. <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

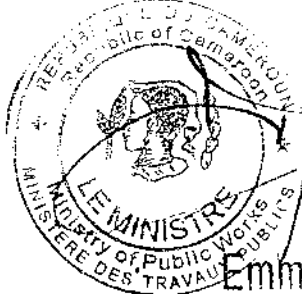
19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please dial (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm

20. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 16 SEPT 2026



[Signature]
Emmanuel NGANOU D.